

## Rejoignez cette pétition

### « Annulez la dette africaine et transformez-la en investissements »

Lors des crises économiques mondiales et des phénomènes financiers affectant les économies pauvres, notamment à travers le phénomène de la dette extérieure insoutenable, cela a laissé de nombreuses répercussions qui contredisent les voies de développement, et les organisations de la société civile en Afrique, à leur tour, appellent les créanciers à activer leurs engagements envers les droits de l'homme et leur responsabilité en matière de développement, en annulant les dettes et en allégeant le fardeau des pays africains;

**Alors que les organisations de la société civile soussignées** anticipent avec prudence l'escalade de la dette extérieure, qui s'élève à 226000 milliards de dollars à l'échelle internationale, et sont conscientes des graves répercussions qu'elle a sur les économies des pays à revenu faible et intermédiaire, les obligeant à payer 300 milliards de dollars annuellement dans le service de la dette et l'élargissement du déficit de financement nécessaire pour atteindre la protection sociale à 1200 milliards de dollars ou nécessaire pour atteindre le développement durable à 4300 milliards de dollars;

**Ces organisations tirent la sonnette d'alarme** concernant l'impact sur les pays africains venant du phénomène d'escalade de la dette extérieure et son augmentation de 380,9 et 702,4 milliards de dollars américains au cours de la période 2012 à 2020; pour environ 1000 milliards de dollars, avec une concentration de 66 % sur seulement 9 pays africains, et 22 pays africains sont classés comme des pays incapables de respecter leurs obligations financières;

**Exprimant leur profonde préoccupation** face à la persistance du phénomène de la dette et à l'accumulation de ses soldes sur les épaules des pays africains, et aux répercussions graves et croisées qu'elle produit sur les voies de développement du continent et ses obligations en matière de droits de l'homme dans tous ses aspects : politiques, civile, économique, sociale et culturelle ; Le service de la dette prélève 100 milliards de dollars par an sur les budgets des pays débiteurs, et les flux financiers illicites coûtent à l'Afrique 84 milliards de dollars par an en pertes réalisées.

**Elles mettent en garde** contre ce que présagent l'accumulation de dettes extérieures et ses échéances de remboursement, et l'imposition d'un espace financier étroit qui la prive de sa capacité à résister aux chocs externes: économiques, climatiques, humanitaires et sanitaires.

**Dans ce contexte, les organisations de la société civile et les parties prenantes soussignées exigent ce qui suit:**

1. Abandonner les dettes des pays africains et donner la priorité aux obligations en matière de droits de l'homme et aux considérations de développement durable sur les exigences des créanciers, à travers des procédures d'évaluation et d'analyse des effets des dettes extérieures, des mécanismes d'allègement de la dette et l'identification des ressources nécessaires pour répondre aux droits humains.
2. Mise en œuvre de programmes d'allègement pour convertir les dettes en investissements au profit des pays africains qui souffrent actuellement d'urgences sanitaires, humanitaires et climatiques, ou des pays qui sont entrés ou sont sur le point d'entrer dans des niveaux d'endettement dangereux et critiques.

**« Annulez la dette africaine et transformez-la en investissements »**

À la lumière des crises économiques mondiales et des phénomènes financiers affectant les économies pauvres, notamment à travers le phénomène des dettes extérieures insoutenables, les organisations de la société civile en Afrique appellent à leur tour les créanciers à activer leurs engagements en faveur des droits de l'homme et leur responsabilité en matière de développement. En annulant les dettes et en allégeant leur fardeau sur les pays africains.

Les organisations de la société civile anticipent avec prudence l'escalade de la dette extérieure, qui a atteint 226 ... milliards de dollars à l'échelle internationale, et sont conscientes de ses graves répercussions sur les économies des pays à revenu faible et intermédiaire et les obligent à payer 300 milliards de dollars par an en service de la dette.

Dans ce contexte, les organisations de la société civile et les parties prenantes appellent à :

Annuler les dettes des pays africains et donner la priorité aux obligations en matière de droits de l'homme et aux considérations de développement durable.

Rejoignez cette pétition via le lien suivant :